



Anastasia Pouliou, experte du Cedefop (Centre européen pour le développement de la formation professionnelle).

## MICROCERTIFICATION : UNE DÉFINITION DE L'UNION EUROPÉENNE

“Une microcertification est une **preuve** reconnue des acquis d'apprentissage qu'un apprenant a obtenus à la suite d'une **courte expérience d'apprentissage**.”

La preuve figure dans un **document certifié** qui indique le nom du titulaire, les acquis d'apprentissage obtenus, la méthode d'évaluation, l'organisme certificateur et, le cas échéant, le niveau du cadre de certifications et les crédits obtenus.

Les microcertifications sont la propriété de l'apprenant ; elles peuvent être **partagées, transférées et regroupées** dans des titres ou certifications plus importants. Elles sont étayées par une assurance qualité suivant des normes convenues.”

[www.cedefop.europa.eu/files/9171\\_fr.pdf](http://www.cedefop.europa.eu/files/9171_fr.pdf)

## LES MICROCERTIFICATIONS, UNE INNOVATION AU SERVICE DES APPRENTISSAGES

Comment les microcertifications sont-elles utilisées ailleurs dans le monde ? Deux exemples d'utilisation ont été détaillés lors d'une conférence du Cedefop (Centre européen pour le développement de la formation professionnelle) organisée le 23 juin 2023.

Sarah Nafti

“ L'avenir, c'est que toute l'éducation soit accessible en ligne, pour tout le monde et à tout moment”, affirme Mike Feerick, président d'Alison, une plateforme irlandaise de formation en ligne gratuite, qui revendique 35 millions d'utilisateurs à travers le monde. Il promet une éducation hors des systèmes étatiques, “grâce au coût quasiment inexistant du contenu numérique”. Pour assurer sa rentabilité, le modèle d'Alison repose sur les publicités, et sur le fait que les apprenants peuvent acheter un certificat assurant de leurs compétences une fois la formation achevée et l'évaluation réussie. Comme l'affirme son président, Alison n'est pas à proprement dit un organisme de formation mais

bien une entreprise pour qui l'éducation est le produit. Elle compte plus d'ingénieurs que d'éducateurs. Ses 200 salariés sont essentiellement recrutés hors d'Europe. “Aujourd'hui, il faut faire de la formation tellement spécialisée, penser de nouveaux contenus tellement rapidement que le système classique de formation est trop lent”, juge Mike Feerick, pour qui les microcertifications “sont vues comme une menace” par les acteurs du monde de l'éducation.

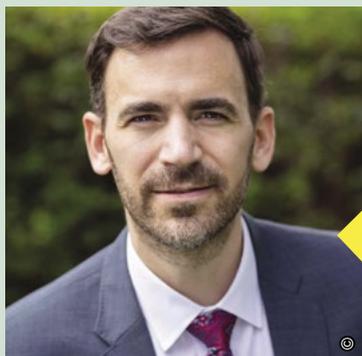
### Expérimentations en Asie

Expert sur l'innovation dans le domaine éducatif et le développement des compétences au bureau Asie Pacifique de l'Unesco, Wesley Teter considère que “l'ambition que nous portons en

Mike Feerick, président d'Alison, une plateforme irlandaise de formation en ligne gratuite.



Wesley Teter, expert sur l'innovation dans le domaine éducatif et le développement des compétences au bureau Asie Pacifique de l'Unesco.



### L'USAGE DES MICROCERTIFICATIONS N'EST PAS HOMOGENE EN EUROPE

Le Cedefop (Centre européen pour le développement de la formation professionnelle) a conduit une étude sur la mise en place des microcertifications en Europe. Centre Inffo y a contribué, via le réseau Refernet. *“Notre projet s’est concentré sur la formation professionnelle, explique Anastasia Pouliou, experte du Cedefop. L’idée était dans un premier temps de faire un état des lieux de ce qui se faisait en Europe.”* *“Quand nous avons commencé l’étude, le niveau d’informations sur les microcertifications différait grandement selon les pays”,* indique Iraklis Pliakis, expert du Cedefop. D’autres termes, comme micro-qualification ou nano-diplôme, coexistaient, *“sans savoir s’ils pouvaient être considérés comme faisant partie de la microcertification”.*

termes de compétences ne peut pas être atteinte si nous nous reposons exclusivement sur le système éducatif”. En Asie, plusieurs pays expérimentent les microcertifications et, parmi eux, la Malaisie est très avancée. Wesley Teter souligne que créer des microcertifications nécessite un travail collaboratif entre les différents acteurs, *“car l’idée n’est pas de remodeler ce qu’on faisait avant, mais de penser au contexte spécifique local”.*

En Indonésie, le Cyber Education Institute propose des cursus en ligne pour former des développeurs, fondés uniquement sur les microcertifications. La question en suspens reste celle *“de la façon dont elles sont reconnues par le système éducatif et le monde du travail”.*

### Une approche européenne

Anastasia Pouliou, experte du Cedefop, parle de *“perspective duale”* dans un système de formation qui cherche l’équilibre entre demandes à long et court termes, stabilité et flexibilité. *“La flexibilité permet de donner accès à la formation à davantage de salariés”,* estime-t-elle. Ainsi, les microcertifications *“peuvent permettre de progresser dans la formation au travail”.*

Elles sont liées aux systèmes de qualification, lesquels diffèrent selon les pays. Le terme *“qualifié”* lui-même ne définit pas la même chose pour tout le monde : aussi bien une personne titulaire d’une qualification qu’une autre qui a l’habileté de réaliser le travail. En juin 2022, le Conseil de l’UE a adopté une recommandation sur une approche européenne des

microcertifications pour l’apprentissage tout au long de la vie et l’employabilité, qui a clarifié les définitions.

### Établir des standards

*“La crise liée au covid a accéléré la promotion des microcertifications”,* constate Iraklis Pliakis, expert du Cedefop. Mais la question de la *“standardisation”* de ce qui existe déjà se pose. *“Suivant le contexte national, est-il nécessaire de donner un autre nom à ce qui est déjà connu et accepté sur le marché du travail ?”*

Pour l’heure, Iraklis Pliakis soulève les idées fausses que le concept véhicule : *“On a tendance à associer forcément les microcertifications à la formation en ligne, alors qu’elles peuvent être utilisées dans les formations classiques ou hybrides.”* Elles bénéficient en outre davantage aux travailleurs qu’aux demandeurs d’emploi. *“Elles permettent d’acquérir des compétences très pointues, ou sur des sujets émergents, et sont réputées plus proches du marché du travail.”* Certains pays, comme l’Espagne, ont déjà intégré leurs usages au niveau réglementaire, tandis que d’autres en sont au tout début de la réflexion sur leur éventuelle utilisation.

Pour comprendre comment les microcertifications peuvent être des opportunités de formation, il est nécessaire d’*“établir des standards”*, précise l’expert. Anastasia Pouliou ajoute qu’il y a encore besoin de recherches pour démontrer leur valeur ajoutée, *“dans le but d’aller vers un système de formation qui sera plus ouvert à tous les publics”.* ●

#### + D'INFOS

[www.cedefop.europa.eu/en/projects/microcredentials-labour-market-education-and-training](http://www.cedefop.europa.eu/en/projects/microcredentials-labour-market-education-and-training)